

Questions orales

[Français]

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE M. JEAN-CLAUDE PAYE,
 SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DE COOPÉRATION
 ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

M. le Président: A l'ordre! Je veux attirer l'attention de la Chambre des communes sur la présence à la tribune de M. Jean-Claude Paye, secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économique, qui est en visite officielle au Canada.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE TERRORISME

LA COMPLICITÉ DU GOUVERNEMENT SYRIEN

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Après un week-end d'étude et de consultation, le gouvernement du Canada est-il prêt à juger concluantes les preuves présentées par la Grande-Bretagne quant à la complicité du gouvernement syrien dans les actes de terrorisme?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur le Président. Le chef de l'opposition n'ignore pas que j'ai rappelé notre ambassadeur à Damas pour des consultations. Si je ne m'abuse, nous avons proposé aux représentants du parti du député et du Nouveau parti démocratique de participer à une séance d'information avec l'ambassadeur et d'autres agents du ministère.

[Français]

ON DEMANDE QUELLES MESURES PRENDRA LE
 GOUVERNEMENT S'IL EST RECONNU QUE LA SYRIE A COMMIS
 OU ENCOURAGÉ DES ACTES DE TERRORISME

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire au ministre. Le terrorisme doit être condamné quelles que soient les revendications ou les causes qui le motivent.

Hier, notre ambassadeur a dit à la télévision: «Je serai de retour dans une quinzaine de jours.»

Ma question est la suivante: Si le Canada reconnaît que la Syrie a commis ou encouragé des actes de terrorisme, quels autres actes, quelles autres réactions soit diplomatiques, soit économiques, soit politiques, le gouvernement est-il prêt à poser?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, une chose est bien claire, c'est qu'il y a des éléments du gouvernement de la Syrie qui ont été impliqués directement dans les activités terroristes. Ce que le gouvernement canadien veut faire, c'est encourager d'autres pays à appuyer, comme nous l'avons fait, l'action du gouvernement de la Grande-Bretagne contre les actes de terrorisme appuyés par des éléments du gouvernement syrien. Il y aura

une réunion cet après-midi entre les fonctionnaires de mon ministère et les représentants des pays de la Communauté européenne pour encourager les Européens aussi à appuyer la position de la Grande-Bretagne.

[Traduction]

LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le gouvernement a accepté les preuves présentées publiquement devant un tribunal de Grande-Bretagne. Le gouvernement s'est engagé à réagir de façon positive contre le terrorisme. Jusqu'ici, nous avons rappelé notre ambassadeur uniquement pour des consultations. A part les beaux discours que le ministre et le premier ministre prononcent aux assemblées des Nations Unies à New York, quelles mesures concrètes le gouvernement du Canada va-t-il vraiment prendre?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, nous avons rappelé notre ambassadeur pour des consultations afin de discuter avec lui et d'autres des mesures à prendre. Pour le moment, nous voulons surtout amener les membres de la Communauté européenne à se joindre à nous pour appuyer la position de la Grande-Bretagne contre les actes de terrorisme perpétrés avec la complicité du gouvernement syrien. Nous espérons également que ces pressions amèneront le gouvernement syrien à obliger Abu Nidal à quitter la Syrie.

* * *

• (1420)

LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

LE RAPPORT DE LA COMMISSION ESTEY—LE RENFLOUAGE DE
 LA BANQUE COMMERCIALE DU CANADA

Mlle Aideen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Alors que le renfouage de la Banque Commerciale du Canada a été convenu en mars de l'an dernier et l'argent versé en avril, le gouvernement n'a pas commencé de se rendre compte de ce qu'il avait acheté avant d'avoir nommé M. Hitchman à la fin de juin. Au premier août, suivant le rapport de la Commission Estey, la seule question qui restait sans réponse était de savoir combien de temps cette banque s'était déguisée en banque solvable. Pourquoi dans ces conditions le gouvernement envoyait-il encore des lettres aux actionnaires le 9 août pour les informer que le renfouage avait assuré la viabilité de la banque?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le rapport de M. le juge Estey fait bien voir que nous comprenions les problèmes de la banque. Mais il fallait également être très prudent quant aux messages que nous envoyions durant cette période, avant d'être absolument sûrs des ennuis ultimes de la banque. Cette situation a été constatée vers la fin du mois d'août, et le gouvernement a agi rapidement une fois qu'il l'eut constatée.